

Gauche captive

Considérations et réflexions sur la crise de « la gauche » et sur les nouveaux mouvements sociaux et citoyens internationaux

Par Christophe Ventura, animateur de l'association Mémoire des luttes (www.medelu.org).

Cette présente contribution a été publiée dans la revue ContreTemps (numéro 24, 4e trimestre 2014, <http://contretempslarevuepapier.blogspot.fr/>) dans le cadre d'un dossier intitulé « La Gauche, état de crise ! ». Elle voudrait actualiser, articuler et poursuivre plusieurs réflexions de l'auteur ayant fait l'objet de publications entre 2013 et 2014. Toutes les références en question sont indiquées en notes.

Dans un précédent article¹, nous tentions de mettre en lumière quelques évolutions actuelles des structures de la mondialisation. Nous décrivions, en effet, comment le stade de développement actuel du capitalisme correspond à une nouvelle phase, engagée il y a une vingtaine d'années, de fragmentation géographique du système de production et d'échanges, de dissociation des fonctions productives et financières à l'échelle mondiale et de reconfiguration extensive de la circulation du capital.

Durant ce laps de temps, l'environnement institutionnel et politique du capitalisme s'est également modifié. Les formes et l'action des Etats ont évolué, de nouvelles composantes institutionnelles et décisionnelles du capitalisme se sont développées dans la sphère globale et l'action de « la politique » dans les cadres nationaux s'est, quant à elle, progressivement enfoncée dans une crise généralisée et polymorphe. Sur fond de recul généralisé des valeurs de solidarité dans nos sociétés, rien n'échappe à une dépression démocratique où l'esprit de résignation le dispute désormais au désenchantement. Et la vie publique de souffrir de multiples affections : abstention massive et structurelle, crise des partis issus du mouvement ouvrier et de la tradition révolutionnaire, rejet des partis de gouvernement (sociaux-démocrates et conservateurs), discrédit de la démocratie représentative elle-même dans un contexte de forte corruption, haro sur les personnels politiques accusés d'être responsables de tous les maux contemporains, montée en puissance concomitante de formations d'extrême-droite qui, piochant goulûment et frauduleusement dans le patrimoine idéologique et propositionnel de la gauche,

¹ Christophe Ventura, « Hypermondialisation », Mémoire des luttes, octobre 2013 (<http://www.medelu.org/Hypermondialisation>).

prônent la reconstitution d'intérêts économiques nationaux face au capital étranger, ainsi qu'une certaine redistribution sociale pour les citoyen(nes) disposant de la nationalité du pays².

Ces tendances sont particulièrement douloureuses dans les pays européens qui retiendront notre attention ici. Dans ce contexte, ce qui est communément appelé « la gauche » (qu'elle soit politique, intellectuelle, syndicale ou sociale), c'est-à-dire le courant politique et social issu des Lumières universalistes et du socialisme, traverse un passage à vide durable. Elle est héritière de ses réussites, notamment des avancées sociales et démocratiques déterminantes qu'elle – ses composantes réformistes et révolutionnaires – a réussi à conquérir dans le cadre du capitalisme industriel. Mais elle l'est également de ses échecs historiques (le socialisme réel du XXe siècle – composante révolutionnaire –) et de ses renoncements au pouvoir (accompagnement du néolibéralisme dans les cadres nationaux et dans la construction européenne – composante réformiste avec soutien partiel de la composante révolutionnaire selon les pays –). Désormais, « la gauche » est ramenée, sur le plan électoral, au noyau de ses bases sociologiques minoritaires (fraction du salariat stable du secteur public et industriel, classe moyenne intellectuelle progressiste).

Sur les plans idéologique, culturel, social et électoral, la gauche n'incarne plus la contestation du système. Cette contestation existe bel et bien, mais s'exprime par les voies d'un vaste « travail du négatif » collectif. Ne représentant plus un espoir crédible, positif et mobilisateur auprès des grandes masses – toujours plus atomisées –, la gauche est à la peine au cœur d'une époque où résonne dans les profondeurs populaires l'écho de la réflexion d'Antonio Gramsci : « *le malheur a habituellement deux effets : souvent il éteint toute affection envers les malheureux et, non moins souvent, il éteint chez les malheureux toute affection envers les autres* »³. Dans ces conditions, les formations contestataires de droite et d'extrême droite captent une partie croissante de l'expression politique des classes populaires et moyennes lorsqu'elles continuent de voter pour rejeter « le système »⁴.

La gauche n'est plus ni un pays, ni une destination ou encore même ce voyage qui constituait une source d'enchantement pour celles et ceux qui l'entreprenaient. Elle n'est plus mouvement mais résistance et tente de tenir ses positions dans le reflux. Or, tous ses théoriciens et acteurs le savent, seul le mouvement accomplit la gauche. Sa composante ouvrière historique issue des luttes victorieuses contre le capitalisme

² Christophe Ventura, « Le pouvoir, c'est vous ! », Mémoire des luttes, novembre 2014 (<http://www.medelu.org/Le-pouvoir-c-est-vous>).

³ Antonio Gramsci, *Lettre 51, Prison de Turi*, 13 janvier 1930 (<http://prison.eu.org/spip.php?article5472>).

⁴ Une autre partie des classes populaires, notamment celle qui votait pour des formations de gauche, a rejoint le camp de l'abstention. C'est la plus importante. Elle pratique la « grève politique ».

industriel est résiliente, mais s'épuise⁵. Quant à sa composante apparue ces dernières années sous la forme de nouveaux mouvements sociaux et citoyens divers, elle ré-agence et enrichit les ingrédients de la soupe primitive de la gauche à partir des questions écologiques et démocratiques. Elle le fait dans un rapport distancié aux traditions organisationnelles antérieures, mais également théoriques avec la remise en cause du productivisme et du « développementalisme ». Ses acteurs ne se reconnaissent que très partiellement dans le fait d'appartenir à la famille de « la gauche ». Plus généralement, ils refusent de se définir dans le cadre d'une appartenance idéologique déterminée. Cette variante contestataire se nourrit de l'énergie procurée par la multiplication de luttes politiques et sociales sur les « territoires », aussi diverses sur le plan politique que localisées. Elle se projette également dans la puissance en trompe l'œil de mobilisations de masse (Balkans, Grèce, Espagne) qui trouvent leur raison d'être dans un rejet croisé et inédit de l'austérité néolibérale, de la corruption, des gouvernements et des institutions de la démocratie représentative en général.

Pourtant, aussi nombreux que rétifs à l'organisation politique et à la stratégie de conquête et de subversion du pouvoir d'Etat, ces souffles d'indignation impulsés par les jeunesses diplômées, précarisées et désaffiliées issues des classes moyennes urbaines ne parviennent pas à se convertir en un sujet solidifié, organisé et mobilisé en permanence, comme le fut, par construction idéologique et stratégique, le mouvement ouvrier. De surcroît, ces mouvements anti-systémiques ne le souhaitent pas. Ils rejettent les matrices idéologiques trop intégrales, les stratégies électorales et les bureaucraties verticales qui, pour techniquement indispensables qu'elles fussent dans tous les processus révolutionnaires passés, les ont également nécrosés. Cette composante contestataire impose au regard et à la mémoire de « la gauche » des vérités douloureuses lorsqu'elle rappelle les échecs d'une stratégie du mouvement ouvrier qui affirmait que le changement de la société interviendrait mécaniquement par l'exercice du pouvoir d'Etat. Mais elle fait également la démonstration que l'emprunt d'un chemin inverse comme stratégie de substitution ne conduit pas, lui non plus, à la transformation de la société et de ses structures⁶, comme il n'immunise pas contre des victoires massives de la droite aux élections. De plus, les classes populaires *réellement existantes* ne s'identifient pas, ou que partiellement, à ces mouvements, à leurs combats et à leur culture, ils ne disposent pas du combustible social qui leur permettrait, tout en étant minoritaires dans la société,

⁵ Elle conserve des points d'appuis significatifs dans plusieurs pays de forte tradition industrielle et d'enracinement du mouvement ouvrier (Allemagne, Belgique, France notamment).

⁶ La culture politique en germe au sein des mouvements sociaux valorise le « faire » contre le « dire » ou l'« être de ». Elle ne s'élabore pas à partir d'une revendication d'appartenance politique et idéologique identitaire. Elle dénonce le capitalisme et le pouvoir politique comme les deux faces de la même oppression contre les individus et la société. Elle privilégie les actions dans la société, « là où on est », en dehors de l'Etat et la construction d'espaces politiques et sociaux de contre-pouvoirs autonomes pouvant confluer périodiquement pour constituer des « vagues » ou des « marées » citoyennes qui repousseront tel ou tel projet de domination. Elle valorise également des thématiques qui promeuvent les autonomies culturelles par rapport aux analyses matérialistes et d'oppression de classes, etc.

d'incarner une solution de dépassement des contradictions économiques, sociales et politiques qui la travaillent.

Ces questions alimentent les débats de la gauche et des mouvements sociaux, tout comme elles nourrissent une crise de confiance entre ces deux composantes constitutives de l'espace de contestation et de transformation. Dans ces conditions, faut-il conclure à l'irréversible déclin de « la gauche » et des forces de la transformation ? Cette contribution voudrait identifier plusieurs évolutions du contexte « macro » politique et économique dans lequel ces forces devront résoudre la multitude de problèmes qui s'impose à elles.

De la souveraineté des Etats et des nouveaux pouvoirs globaux

1.- Pour résoudre la crise du keynésianisme et la baisse des taux de profits amorcés dans les années 1970, les Etats des pays du centre de l'économie mondiale ont, dans une perspective de préservation des fondements de l'ordre économique du capitalisme, organisé, peu à peu, une nouvelle phase d'expansion du capital qui a pris la forme de l'avènement de la financiarisation de l'économie. Dans ce cadre, ils ont facilité l'autonomisation du capital de toutes contraintes imposées par les gouvernements en s'appuyant sur deux leviers : la liberté des mouvements de capitaux et la promotion du libre-échange. Dans ce mouvement, les Etats se sont auto-dessaisis du pouvoir de contrôle qu'ils exerçaient, en matière économique et financière, sur les forces du capital tandis que la classe ouvrière imposait aux bourgeoisies un compromis social – au coût environnemental élevé – dans le cadre du capitalisme industriel.

2.- Progressivement, à partir des années 1980, les Etats des pays de la Triade (Europe, Etats-Unis, Japon) sont entrés dans un nouveau cycle qui se poursuit et s'amplifie dramatiquement aujourd'hui. Leurs politiques favorables aux intérêts marchands et financiers ont certes abouti à l'enrichissement du capital, mais les ont peu à peu conduit à ne plus être en mesure – ou de moins en moins – d'assurer aux populations les contreparties du compromis keynésien antérieur (emploi, Etat social, amélioration salariale, renforcement et extension des droits collectifs et sociaux, etc.). Durant cette période, les forces économiques étaient, en effet, soumises à la fiscalité, à des obligations significatives en matière de contribution aux systèmes de solidarité sociale, ainsi qu'à l'inscription de leur activité dans une politique industrielle de développement. Incidemment, dans le cadre de cette orientation visant à « libérer » le capital de ses obligations (notamment fiscales) vis-à-vis de la collectivité, les Etats se sont progressivement et lourdement endettés auprès des marchés financiers pour financer leurs politiques publiques avec les ruineuses conséquences – économiques, sociales et politiques – que nous connaissons aujourd'hui.

Enfin, entre les années 1980 et 2010, nous avons assisté à l'émergence et à l'autonomisation d'institutions financières internationales qui se sont vues confier des pouvoirs croissants d'impulsion et de gestion de l'économie en dehors de tout contrôle démocratique (Fonds monétaire international, Commission européenne, Banque centrale européenne, etc.). Ce phénomène connaît aujourd'hui un développement tout aussi inédit que préoccupant avec l'apparition d'ensembles juridiques supra-nationaux qui prétendent organiser les nouveaux rapports entre les acteurs économiques et financiers et les Etats dans le cadre de la négociation d'accords de libre-échange « méga-régionaux » ou « méga-bi-régionaux ». On pense ici aux tribunaux d'arbitrage privés qui statuent au-dessus des lois nationales en fonction de la primauté du droit des investissements et de la concurrence sur tout autre. Dans le cadre européen, la Cour de justice de l'Union européenne, qui dit le droit au-delà des traités signés par les Etats, remplit également ce rôle.

3.- Dans ce nouveau contexte, les gouvernements et les parlements nationaux, composantes incarnées et visibles des Etats, et de surcroît seules « choisies » par les populations via les mécanismes électoraux, révèlent comme ils alimentent à leur détriment l'ampleur des contradictions dans lesquelles sont enfermés ces Etats. Gouvernements et parlements ne contrôlent plus les forces économiques et financières après en avoir organisé la nouvelle phase d'expansion temporaire dans les années 1970 et 1980. Ils sont mêmes colonisés, comme les administrations et tous les exécutifs régionaux ou locaux, par ces forces et/ou leurs valeurs. Les intérêts du monde des affaires imprègnent les institutions, les grandes écoles où sont formées les élites et les personnels médiatiques. Pour sa part, la porosité entre les carrières d'affaires et les carrières publiques s'accroît au sein des personnels de la haute administration et de la vie politique. Mais, fait nouveau, les Etats sont, dans nos régions, confrontés à une crise de fonctionnement générale et éprouvent de plus en plus de difficultés à remplir une fonction qu'ils avaient jusque-là assurée: la gestion, par des voies pacifiques, du contrôle du corps social. Ainsi, en résolvant temporairement les contradictions du capital dans les années 1970 et 1980 par la libéralisation intégrale de ses activités et l'extension permanente des domaines de la vie sociale « marchandisés » (transports, alimentation, santé, éducation, environnement, etc.), les Etats ont enclenché une double dynamique de perte de contrôle progressive de leurs instruments de pilotage économiques et de régulation collective des sociétés (travail, cohésion sociale, industrialisation, éducation, etc.). Ce faisant, les Etats ont miné leur propre légitimité politique et morale, ainsi que leur puissance, en abandonnant aux marchés une partie croissante des services qu'ils assuraient aux populations et en renonçant aux leviers qui leur permettaient de garantir et de développer leurs ressources.

3.a.- Dorénavant, les impulsions économiques et financières sont déterminées dans un schéma « globalisé » dans lequel les territoires étatiques ne constituent plus qu'une pièce d'un puzzle productif, financier et décisionnel constitué autour des

« chaînes de valeurs ». Les Etats restent associés à l'élaboration de politiques nécessaires à l'organisation des échanges économiques et commerciaux, mais en lien avec les institutions financières internationales, les agences et leurs experts, les représentants des banquiers et des investisseurs qui participent directement aux instances politiques et techniques internationales et nationales (gouvernements, administrations et agences, entreprises publiques notamment). Cette technique de « gouvernance » cherche à s'imposer comme le corps politique de remplacement du peuple dans le champ « global »⁷. Ce nouveau maillage consacre par ailleurs l'avènement d'une nouvelle administration mondialisée du capitalisme significativement autonome des Etats. Constituée d'experts, de cabinets conseils et d'affaires, de lobbyistes, de « spin doctors », d'ONG accréditées, etc., son influence croissante s'exerce sur toutes les institutions et forge, par son action interne/externe, les régulations du système en lieu et place de la délibération politique.

3-b.- Dans ce contexte, loin de s'effacer, les Etats reconfigurent les formes de leur intervention au service de l'expansion du capital et du renforcement de l'ordre économique en se transformant en puissance de production normative permettant de sécuriser et de fluidifier les flux entre les marchés intérieurs, les marchés internationaux et le système financier international. Ils se présentent comme des *cordons organiques*, tout à la fois opérateurs du lien entre les populations et les marchés internationaux et lignes de postes de surveillance du bon fonctionnement général du système.⁸

4.- Les forces de gauche souffrent d'un handicap lorsqu'elles accèdent, souvent en période de crise économique et sociale aigüe, (partiellement) au pouvoir d'Etat. Au gouvernement, elles subissent, sur le plan intérieur, l'action radicale des forces du système (inertie ou, selon les configurations historiques, hostilité active de l'administration, du secteur privé et bancaire qui jouit aujourd'hui de moyens de pression financiers, fiscaux, juridiques inouïs, attaques médiatiques, etc.). Sur le plan extérieur, elles souffrent, dans le cadre du système inter-étatique, des contraintes imposées par la division internationale de la production, des échanges et du travail. Dans ces conditions, l'expérience historique indique que les forces de gauche exerçant le pouvoir d'Etat privilégient en général le maintien de l'ordre social

⁷ Ce champ est à la fois économique et institutionnel. Ancré dans les réseaux productifs et financiers, mais en apesanteur au-dessus des sociétés, il est le produit de l'accélération des flux de marchandises et de capitaux (dans une moindre mesure humains) à l'échelle de la planète. Il vient se surajouter et pénétrer le champ traditionnel des relations diplomatiques et militaires internationales entre Etats. Il le prolonge et l'influence et, loin de les annuler, aiguise les concurrences entre intérêts nationaux dont il forme un nouveau cadre d'expression. Ce champ intègre également les marchés où sont fixés le cours des matières premières et agricoles qui s'impose aux Etats, ainsi que les formes embryonnaires de contestation des firmes multinationales et des logiques de marchandisation généralisée.

⁸ Christophe Ventura, « La doctrine Tanzi ou les nouvelles formes de l'Etat néolibéral », Mémoire des luttes, août 2013 (<http://www.medelu.org/La-doctrine-Tanzi-ou-les-nouvelles.1505>). Egalement publié dans *ContreTemps*, n°18, 2ème trimestre 2013.

au développement des troubles sociaux après avoir mobilisé une majorité sociale sur un programme de ruptures radicales dans la phase de campagne pour l'accès au pouvoir. Ce faisant, elles réduisent leurs ambitions programmatiques au profit de la recherche de compromis avec une partie des forces dominantes⁹. Désormais, le poids de ce passif accumulé au cours des expériences historiques d'exercice du pouvoir est lourd auprès des opinions publiques. Ces expériences ont, dans un mouvement contradictoire, modernisé et renforcé le système et ses logiques sur le temps long tout en réduisant, dans certains cas, l'intensité des dominations exercées par les forces du capital sur les secteurs populaires et le salariat.

5.- Lorsqu'elle arrive à mener une action débouchant sur l'amélioration significative des conditions matérielles d'existence des secteurs qui la soutiennent, grâce à une mobilisation populaire massive, permanente, coordonnée, capable de déployer et de maintenir des solidarités globales au delà des dynamiques sectorielles, la gauche doit affronter, dans une seconde étape, de nouvelles tensions avec les anciennes classes moyennes, mais aussi avec les nouvelles nées de la réussite de sa propre action. Pour conserver un soutien majoritaire essentiel à sa survie dans le cadre d'un régime démocratique libéral, la gauche doit alors solutionner une équation aux données contradictoires. Il s'agit de répondre aux attentes de ces groupes sociaux en expansion (accès à une consommation diversifiée et croissante, au crédit, à l'éducation, aux carrières libérales, au travail qualifié, à l'ascension et la distinction sociales, etc.), tout en approfondissant des politiques d'égalité sociale visant à favoriser l'inclusion sociale et politique des secteurs populaires. Ces politiques de soutien nécessitent généralement un puissant investissement financier public générateur de poussées inflationnistes qui se renforcent lorsque le niveau de la demande de consommation générale augmente dans la société. Elles exigent également le consentement politique et financier (notamment par l'impôt) des groupes sociaux plus intégrés. Ces exigences sont plus difficiles à maintenir dans un contexte de dépendance accrue des Etats aux marchés financiers, de contrainte forte pour imposer lesdites « réformes de structure » et la diminution de la dette publique par la baisse des budgets sociaux, et d'existence de multiples systèmes d'optimisation et d'évasion fiscales réservés aux couches aisées et aux acteurs économiques et financiers.

De la crise « du politique »

1.- Les locataires du pouvoir d'Etat – ou ses aspirants locataires – sont prisonniers d'un système dans lequel les principaux pouvoirs et fondés de pouvoirs politiques et économiques se sont ex-territorialisés et agissent dans des espaces institutionnels, juridiques et territoriaux multidimensionnels qui s'organisent et se réorganisent en permanence en fonction de principes qui empruntent plus au système critique auto-

⁹ Sur ce sujet, lire Ralph Miliband, *L'Etat dans la société capitaliste. Analyse du système de pouvoir occidental*, Editions de l'université de Bruxelles, Bruxelles, 1973.

organisé du vol d'étourneaux qu'à celui de la centralisation. Et ce, tandis que l'action politique et la vie démocratique, ainsi que l'insertion des individus dans la production et le travail (hormis pour les hyper-cadres d'entreprises) restent, elles, territorialisées.

Cette situation réduit mécaniquement le pouvoir d'action des forces politiques dans l'Etat et, en amont, le périmètre d'intervention de la souveraineté populaire. En outre, elle aboutit à un affaiblissement de la capacité de l'Etat et des institutions à fournir une protection aux individus, ce qui aggrave leur crise de légitimité. Ceci est parfaitement identifié par les peuples et permet de comprendre pourquoi l'abstention structurelle aux élections ne cesse d'augmenter. La baisse de la participation politique correspond en réalité au développement d'un comportement collectif rationnel dans la société. Les populations prennent acte de l'impuissance de la politique (des partis en particulier) à assurer le relais de leurs demandes dans l'Etat et les institutions et mesurent l'affaiblissement des structures étatiques face au pouvoir financier.

2. - Cette *rationalité* peut-elle conduire à la constitution d'un *mouvement* pour un *changement* politique ? A cette étape, nous nous interrogerons sur trois phénomènes : la multiplication des mouvements sociaux en dehors de la sphère du système des partis, l'affaiblissement de « la gauche » syndicale et politique, l'abstention comme nouveau rapport central à la politique et le vote comme rapport secondaire et circonstanciel.

2.1- Les mouvements sociaux apparus en Europe dès 2011 (Indignés), aux Etats-Unis (*Occupy*), dans le monde arabe (Tunisie, Egypte notamment), en Turquie ou au Brésil en 2013 ou en Bosnie et dans les Balkans en 2013-2014 s'inscrivent bel et bien dans une dynamique anti-systémique et se multiplient. Leur contribution doit faire l'objet d'une observation à court et long termes. Tous mobilisent une part importante des jeunesses diplômées (en concurrence pour l'accès au travail qualifié disponible) et/ou précarisées (travailleurs de l'économie des services ou des secteurs d'activité manuelle intégrés *par intermittence* au processus de production capitaliste) issues des classes moyennes urbaines déclassées et désaffiliées ou du « nouveau prolétariat »¹⁰. Leur action n'est pas guidée par la formulation ou l'adhésion à une théorie générale de la transformation sociale et politique. Leur solidarité avec d'autres acteurs des luttes n'est pas active (classe ouvrière exploitée dans un processus de production capitaliste auquel elle est *intégrée*, mouvements paysans

¹⁰ Ce concept est proposé par le politologue brésilien André Singer. Ce dernier a étudié les mouvements brésiliens de 2013. Lire « Rebellion in Brazil », *New Left Review*, n°85, janvier-février 2014. Sur la question du rôle des classes moyennes dans les mouvements contestataires et des nouvelles bases sociales disponibles pour appuyer un projet politique et économique alternatif au capitalisme néolibéral, lire Göran Therborn, "New Masses ? Social Bases of Resistance" dans *NLR*. Ibid et « Les rapports de classe au XXIe siècle », dans *ContreTemps*, n° 23, 4e trimestre 2014.

qui luttent pour leur subsistance, etc.). Leur action se situe dans le champ de la défiance envers le système politique, économique et social et les élites corrompues. Ces mouvements intègrent des composantes anticapitalistes formées sur le plan politique, mais elles y sont minoritaires. Ils cristallisent surtout des populations mobilisées contre les excès du capitalisme et ses formes de développement actuelles qui les maintiennent *aux marges* du système. Cette composante majoritaire est un enjeu de lutte idéologique permanente entre les forces de gauche et de droite. Elle n'appartient pas à un camp et ne se définit pas, à priori, par rapport à ces catégories. Ses acteurs s'impliqueront-ils en faveur d'une société tendant vers l'égalité sociale ou se mobiliseront-ils pour que le système les intègre individuellement ? Trouveront-ils les voies d'une articulation solidaire et politique avec les autres groupes sociaux mobilisés contre ce système économique et politique ? Des réponses à ces questions dépendra largement l'avenir politique de ces mouvements. Sur le plan des pratiques, ils privilégient l'assemblée générale permanente et la transversalité des prises de décision dans le monde physique. Dans la sphère digitale, ils pratiquent la pollinisation sur les réseaux sociaux. Les nouvelles formes de biopolitiques devront être étudiées sur le long terme car si elles renforcent indéniablement la construction et le développement de réseaux inter-personnels et inter-organisationnels, elles ne forgent pas un sujet politique et idéologique. De plus, elles excluent de nombreuses couches de la population (pauvres, exclus, ruraux, séniors) qui n'ont pas accès aux codes et à la maîtrise d'Internet (barrières linguistiques, culturelles, techniques, matérielles, etc.).

2.2 - En Europe, la crise du syndicalisme accompagne la mutation des systèmes productifs qui réduit mécaniquement le poids de l'industrie, de la classe ouvrière traditionnelle et du travail non qualifié dans la quantité de travail disponible. Dans la plupart des pays du Vieux Continent, et malgré une stabilisation de la décreue – voire une légère augmentation – des salariés syndiqués dans certains pays de forte tradition industrielle (Belgique, France ou Allemagne), la dynamique des conflits du travail dans les entreprises s'affaiblit globalement. Ce constat peut être nuancé par l'existence d'une multiplication de grèves politiques – dirigées contre les gouvernements – organisées à l'initiative des syndicats. Ce mode d'action s'intensifie à mesure que la grève économique (dans le cadre de l'entreprise) décline¹¹. Il convient également de signaler l'existence d'une tendance à l'augmentation des conflits du travail dans certains pays parmi les plus touchés par les politiques d'austérité (Belgique, Bulgarie, Chypre, Estonie, Allemagne, Italie, Portugal, Espagne). Dans le même temps, la mutation des processus productifs a abouti à une transformation socio-économique qui défie les schémas d'organisation traditionnels

¹¹ Sur ce sujet, lire Gregor Gall, « Les formes contemporaines de l'activité gréviste en Europe occidentale », *Savoir/Agir*, n°27, mars 2014. Pour l'auteur, « les grèves politiques se définissent par la concentration de l'action collective protestataire dans l'arène politique plutôt qu'économique. Le but est de développer une pression politique sur le gouvernement plutôt que d'infliger des coûts économiques aux employeurs directs des travailleurs, par contraste avec la grève « économique » dont l'objectif est d'entraver l'extraction du profit ».

de la classe ouvrière calqués sur l'organisation fordiste de la société. La crise de ce modèle fordiste de production, l'internationalisation et la segmentation des chaînes de production, le libre-échange, la financiarisation de l'économie, l'émergence de l'économie dématérialisée et des services – cette dernière atomisant les salariés et les gardant à distance de toute forme de socialisation politique collective – ont amorcé une déstructuration progressive et irréversible des modes d'organisation du travail et des modèles de classes. Selon le sociologue italien Marco Revelli, l'érosion de l'homogénéité sociologique de la classe des travailleurs et l'augmentation du niveau d'éducation auraient généré l'apparition de la « *politique liquide* » – déjà annoncée par Zygmunt Bauman – tout à la fois miroir et produit de la diversification des flux économiques et sociaux dans la sphère politique. Nous assisterions ainsi à une « *liquéfaction du corps électoral* » issue de la fragmentation des « *appartenances sociales stables* ». Pour lui, « le parti politique « classique » (...) était la forme la plus adaptée pour répondre à une demande sociale typiquement « matérialiste » (...) d'électeurs mécaniquement agrégés en groupes relativement homogènes de populations largement définis par leurs rôles productifs respectifs et caractérisés par un niveau moyen ou faible de scolarisation. Il s'agissait de la forme propre de la représentation dans la modernité industrielle ». Désormais, la famille des travailleurs est multiple et les générations nées dans les années 1970, 1980 et 1990 disposent de caractéristiques sociopolitiques différentes. Les travailleurs manuels encadrés par les grandes organisations syndicales et politiques impulsent de moins en moins les dynamiques contestataires. Ce sont les étudiants, les techniciens, les travailleurs mobilisés dans l'économie des services, le télétravail, etc. qui forment la pointe des nouveaux mouvements sociaux. Sur le plan sociologique, ils constituent de nouveaux groupes sociaux éduqués, insécurisés, urbains et précaires, qui ont accès à des revenus et des emplois, mais de manière intermittente. Bien que sociologiquement minoritaires, beaucoup plus fragmentés et hétérogènes que leurs « aînés », « plus acculturés et jaloux de leur propre indépendance, plus insoumis au rapport commandement-obéissance », ces secteurs constituent néanmoins les groupes les plus actifs dans les mobilisations sociales car ils sont les plus directement associés aux nouvelles formes d'existences matérielles et culturelles engendrées par la mutation du capitalisme. Toutefois, dans ce contexte, « leur instruction élevée est corrélée à leur participation à des formes d'actions politiques non conventionnelles », à un rejet des cadres organisationnels et idéologiques des formes politiques existantes, à la revendication d'une action « *apolitique* » – lorsqu'en réalité, leurs slogans et valeurs sont hyper politiques (probité, respect de la volonté populaire, revendication en faveur des services publics et des biens communs, limitation du pouvoir de l'argent, demande d'un nouvel ordre de la société, etc.) –. Il s'agirait, selon Marco Revelli, d'une forme « *sous-politique* » de la politique ou de la forme « *politique de la seconde modernité* ». Quoi qu'il en soit, il est acquis que « le contrôle monopolistique de l'espace public par les partis est

terminé ». Comme l'Etat national qu'ils ont imité dans leur organisation, les partis politiques exerceront désormais une « *souveraineté limitée* » dans la société.¹²

3.- Dans ce contexte général, le rapport à la politique des populations semble s'être modifié. Les élections ne sont plus un rite mobilisateur et festif qui aiguise les antagonismes sociaux et électrise le destin commun d'une nation et de ses citoyens. Une fraction significative de la population ne considère même plus que le jour de l'élection, son vote vaut autant que celui de ceux qui ont réellement – ou profitent – du pouvoir. De plus en plus, seules les classes moyennes et aisées participent à la vie des institutions. Il s'agit pour elles d'une activité de distinction qui rythme leur existence sociale et leur permet de faire valoir leurs intérêts dans le cadre d'une démocratie oligarchique au périmètre restreint. A côté d'électorats ultra-mobilisés (que l'on trouve à droite et à l'extrême droite), une immense masse de citoyens – dont les contingents orphelins d'une gauche de gouvernement sans projet – s'extrait de la vie publique, parle de moins en moins de politique, et se met aux abris. Elle réapparaît sporadiquement sous forme d'incursions dans la vie publique lorsqu'il s'agit d'éliminer le pire candidat ou le scénario le plus dangereux du moment pour ses intérêts directs et immédiats. Elle agit en contre, puis repart.

En guise de conclusion provisoire, nous pointerons plusieurs questions ouvertes qui ne peuvent actuellement trouver de résolution pratique. Néanmoins, elles figurent parmi celles qui structureront l'avenir de la gauche et des forces de la transformation. De même, nous indiquerons, toujours sous forme de questions ouvertes, quelques hypothèses de travail pour (re)construire une force populaire de la transformation :

- Est-il envisageable de transformer le champ global et, au-delà, le monde, en territoire politique ? Si oui, comment s'y organiseraient la participation et la responsabilité démocratiques ?
- Au contraire, se pourrait-il que pour la première fois de son histoire, l'humanité ne soit pas en mesure de bâtir un espace politique démocratique généraliste correspondant à celui qu'elle a accouché dans l'économie ?
- Est-il possible pour les mouvements sociaux et la gauche d'exister et de combattre en permanence à l'échelle internationale sans coordination et organisation permanentes ? Si oui, et en prenant en compte la nature et le fonctionnement du champ global, de quelle manière ?
- Sur quelles bases politiques et programmatiques (écologie, récupération de la souveraineté, lutte contre les inégalités sociales, promotion de la qualité de la vie et critique culturelle du capitalisme ?) et à partir de quelles alliances sociales (paysannerie anti-productiviste, salariat stable exploité et intégré au capitalisme industriel, classes moyennes urbaines fragmentées et plurielles,

¹² Christophe Ventura, « Post-fordisme politique ? », Mémoire des luttes, juillet 2013, (www.medelu.org/Post-fordisme-politique).

individus en cours de désaffiliation économique et sociale ?) une force populaire de la transformation organisée pourrait-elle émerger ? Comment pourrait-elle connecter ces groupes sociaux ?